

RÉSUMÉ

Notre travail de recherche s'inscrit dans une période très mouvementée de l'histoire du Québec, alors qu'entre 1850 et 1900, la société canadienne-française entrait dans une ère d'industrialisation et de grand développement économique qui la mettait sur les rails du progrès et du modernisme. La structure sociale elle-même connaissait une transformation radicale avec la fin du régime féodal, où les seigneurs et leurs censitaires laissaient la place aux bourgeois capitalistes avides de s'enrichir et à leur cohorte d'ouvriers à peine sortis de la paysannerie.

Ce trépidant XIX^e siècle, qui redéfinissait le monde aux sons des tambours de la liberté, voyait cependant se creuser un immense fossé entre les riches et les pauvres. Une bourgeoisie affairée et prospère s'alliait à un clergé animé d'une foi plus engagée sur le plan social, pour endiguer un paupérisme grandissant qui mettait en péril les objectifs sociaux et les valeurs chères à cette classe aisée qui privilégiait une société d'ordre, de paix, de moralité et de réussite.

En nous rapprochant de l'élite québécoise et francophone du XIX^e siècle, afin de mieux cerner l'opinion qu'elle entretenait sur la pauvreté et sur les pauvres, nous avons découvert, par le biais de ses discours, de ses conférences, de ses articles de journaux et de ses divers écrits, que nous étions en présence d'une classe dominante aux idées bien précises en matière de pauvreté. En effet, pour ces hommes occupés à bâtir un pays et un système économique où chacun pouvait, en principe, atteindre à la fortune par son travail, par son sens de l'économie, par sa bonne conduite et par son ambition à réussir, la pauvreté n'avait pas sa place et elle était, bien souvent, la malheureuse conséquence de l'irresponsabilité et du vice. Bien sûr, la charité envers les pauvres demeurerait un geste des plus louables en autant qu'il fut accompli librement et au bénéfice des vrais pauvres, c'est-à-dire de ceux inaptes à gagner leur vie, tels les orphelins, les malades, les vieillards et les infirmes.

Malgré une certaine controverse au sujet de l'intervention de l'État dans l'aide à la pauvreté, la bourgeoisie québécoise préférait confier à l'Église et aux communautés religieuses la prise en charge de la misère.